

## Coronavirus et relocalisation des habitudes alimentaires

Le locavorisme est un mouvement prônant la consommation de nourriture dans une zone relativement proche de son domicile (rayon allant de 100 à 250 kilomètres), né à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement à San Francisco où Jessica Prentice a inventé le terme « *locavore* » (entré depuis en France dans l'édition 2010 du Larousse). Le mouvement locavore est un mouvement anti-mondialisation, qui se veut respectueux de l'environnement, en privilégiant les « *circuits courts* » et en évitant l'expédition alimentaire sur de longues distances qui engendre beaucoup plus de pollution, que ce soit pour le transport des marchandises, les plastiques ou le polystyrène pour l'emballage, ou encore les pesticides qui accompagnent les modes de culture intensive. En France, ce mouvement a pris de l'ampleur depuis quelques années, avec la valorisation des produits locaux par les consommateurs pour différentes raisons : aller moins au supermarché, être solidaire des producteurs, réduire la chaîne alimentaire qui va de l'agriculteur au consommateur...

Alors que la crise du coronavirus oblige la France au confinement, un autre argument est de plus en plus mis en relief : celui de la souveraineté alimentaire. En effet, un fruit et légume sur deux que nous mangeons aujourd'hui est importé, et cela fait réfléchir à la fragilité de nos modèles économiques. Faut-il en conclure, comme on commence maintenant à l'affirmer ici ou là, que « *déléguer notre alimentation est une folie* » ?

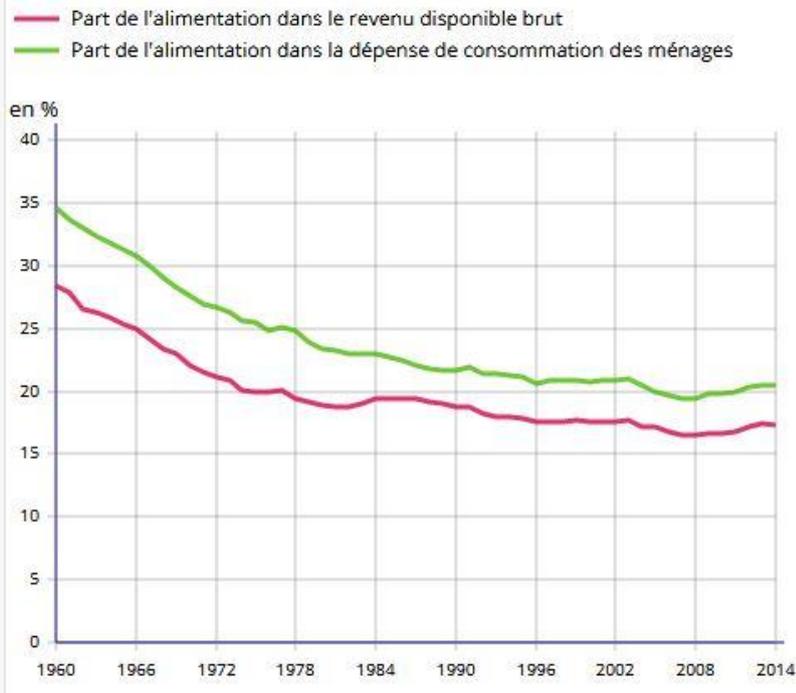
Il est vrai que depuis des décennies la France perd de sa souveraineté en matière alimentaire en ayant recours à l'importation de produits qu'elle peut parfaitement cultiver sur son territoire. Par exemple, sur les produits laitiers, la valeur des importations a été multipliée par deux entre 2005 et 2017. Sur la volaille, on note une augmentation de 34% d'importation et de 20% sur le porc. D'une manière générale, sans parler bien sûr de la circulation des marchandises à l'intérieur de l'Union européenne, les accords internationaux récemment signés, et notamment les deux derniers d'une part entre les pays du Mercosur et l'**Union européenne** (conclu en juin 2019), et d'autre part le **CETA** entre le Canada et l'Union européenne (ratifié en juillet 2019), suscitent des interrogations concernant l'arrivée sur le marché européen de produits de moins bonne qualité, sur la déstabilisation des filières agricoles européennes, voire sur l'avènement d'une forme de concurrence jugée « *déloyale* ». Les inquiétudes sont bien présentes dans l'opinion publique. L'enquête « *Les Français et le consommer local* », réalisée par l'IPSOS en février 2014 pour « *Bienvenue à la ferme* » révélait déjà qu'un Français sur deux a le sentiment de ne plus trop savoir ce qu'il mange, que 77% de nos concitoyens recherchent désormais à connaître l'origine des produits alimentaires, et que 40% d'entre eux achètent souvent des produits locaux.

Ces inquiétudes se traduisent parfois par une volonté de « *démondialiser la production alimentaire* », bien présente chez un certain nombre d'acteurs politiques. C'est le cas de l'ancien ministre Arnaud Montebourg, aujourd'hui entrepreneur, lancé dans la production de miel et d'amandes françaises, sous la bannière « *Bleu Blanc Ruche* », qui milite activement pour la relocalisation des activités de production agricole sur le sol national. Or, si en effet l'importation de produits que l'on peut fabriquer soi-même semble au premier regard un modèle peu rationnel et condamné par l'opinion dominante, il convient cependant d'examiner les conséquences de cette relocalisation.

La première conséquence, qui n'est pas la plus négligeable, porte sur le prix des marchandises. Les tomates et les fraises produites dans la région d'Almeria en Espagne et vendues dans le Nord de l'Europe ne sont peut-être pas très écologiques, mais elles sont moins chères. Ces prix moins élevés que les produits français analogues s'expliquent par des **coûts de production** plus faibles, liés certes à une main-d'œuvre moins chère, mais aussi aux grandes tailles des exploitations qui permettent de réaliser des **économies d'échelle**. Or, la diminution du prix des produits agricoles liée aux cultures intensives, qu'elles soient d'origine nationale ou étrangère, a permis d'augmenter le pouvoir d'achat des Français. On le voit bien dans le graphique ci-dessous dans lequel on constate que la part de l'alimentation dans le budget des ménages français a été diminuée par deux des années 1960 à nos jours (de 30% à 15%).

L'augmentation des prix des denrées agricoles liée à la relocalisation peut-elle être un objectif politique raisonnable ? Les Français accepteront-ils durablement la réduction du pouvoir d'achat ? De plus, la taxation des produits importés (nécessaire pour rendre compétitifs les produits nationaux) n'entraînera-t-elle des mesures de rétorsion de la part des partenaires commerciaux, qui pourraient affecter durement d'autres secteurs de l'économie nationale ?

**Part de la dépense de consommation alimentaire dans le revenu disponible brut et la dépense de consommation des ménages de 1960 à 2014**



Source : Insee, comptes nationaux base 2010.

Ensuite, d'un point de vue très pragmatique, il importe de bien voir que les circuits courts ne concernent pas, ou à la marge, les approvisionnements des grandes villes. Comme le fait observer le géographe Gilles Fumey (France Culture, « *Alimentation : si on court-circuitait le commerce mondial ?* », 17/04/2020), si on prend l'exemple de la région parisienne, il faut pour nourrir les 12 millions de personnes entre 12000 et 15000 tonnes de nourriture (puisque chaque personne a besoin d'à peu près 1 kilo de nourriture chaque jour), et cet approvisionnement ne peut se faire que dans le cadre d'une agriculture massivement produite.

D'une manière plus générale, la préférence locale a l'inconvénient majeur de remettre en cause les bienfaits de la **division internationale du travail** tels qu'ils ont été énoncés par Smith et Ricardo. Voir le chapitre de Terminale « [Quels sont les fondements du commerce international et de l'internationalisation de la production ?](#) »

La logique de la consommation locale aboutit à soutenir des productions non rentables qui réduisent le **surplus** global, et qui détournent l'argent affecté à ces producteurs d'emplois que l'on peut juger plus pertinents. De plus, l'argument écologique de la réduction des coûts de transport mérite d'être relativisé car les spécialisations régionales ou nationales en matière de production agricole permettent d'adapter les cultures aux sols qui leur conviennent le mieux, et donc bien souvent de réduire l'**empreinte écologique**.

En conclusion, le locavorisme ne va pas de soi, et nécessite que l'on réalise des arbitrages complexes entre des intérêts parfois divergents. Dans la société contemporaine, où la demande des produits est souvent une demande « *de différence* », et où les produits sont rarement homogènes, il correspond tout de même aux besoins croissants de certains consommateurs, qui sont moins sensibles aux prix des marchandises, et qui sont prêts à payer un peu plus cher pour des produits de meilleure qualité.